



REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail - Justice – Solidarité



MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE EN
GUINEE (PDACG)

Financement Banque Mondiale : Crédit N° 6771– GN / Don N° D713 – GN

**TERMES DE REFERENCE POUR LA MISE EN PLACE DU SYSTEME INFORMATISE
DE SUIVI - EVALUATION Y COMPRIS BASE DES DONNEES ET FORMATION DES
ACTEURS DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET**

Financement : Banque Mondiale

SEPTEMBRE 2023

SOMMAIRE

1	CONTEXTE ET JUSTIFICATION	3
2	LES EFFETS ATTENDUS DU PROJET SONT:.....	4
3	OBJECTIFS GENERAL ET SPÉCIFIQUES DE LA CONSULTATION	4
3.1	Objectifs global.....	4
3.2	Les objectifs spécifiques sont:.....	4
4	RESULTATS ATTENDUS.....	5
4.1	En termes de produits, il est attendu :.....	5
4.2	L'utilisation de ce dispositif devrait permettre par ailleurs les fonctions ci-après :....	5
4.3	Un manuel-guide d'utilisation et de maintenance du dispositif	5
5	METHODOLOGIE, ORGANISATION ET DUREE	5
6	COMPÉTENCES ET EXPÉRIENCE REQUISES DU CONSULTANT.....	6
6.1	Compétences :.....	6
6.2	Education:	6
6.3	Expériences:.....	6
6.4	Langue:	Erreur ! Signet non défini.
7	CRITERES DE SELECTION.....	Erreur ! Signet non défini.
7.1	Méthode d'évaluation des offres	6
7.2	Soumission:	7

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Projet de Développement de l'Agriculture Commerciale en Guinée (PDACG) s'inscrit dans le cadre de la vision Guinée 2040 et de la Politique Nationale de Développement de l'Agriculture (PNDA 2016-2025) qui s'articule autour de trois axes stratégiques : i) le renforcement de la sécurité alimentaire par la diversification et l'accroissement des productions vivrières et animales pour promouvoir la souveraineté alimentaire ; ii) l'accroissement des revenus agricoles par le développement des opportunités économiques et l'amélioration de l'accès aux marchés ; iii) et le développement des mesures transversales d'accompagnement pour garantir l'efficacité des investissements. Le projet vise également à contribuer à l'accélération de la mise en œuvre du Plan National d'Investissement Agricole, de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN-2018-2025) soutenu par l'Union Africaine (UA) et la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le PDACG est financé par l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour un montant de cent (100) millions de dollars US et pour une durée d'exécution de cinq (5) ans. Le projet comporte les cinq (5) principales composantes résumées ci-après :

Composante n°1 : Amélioration de l'accès aux marchés dans les zones ciblées Cette composante financera les infrastructures publiques afin d'améliorer la connectivité et la logistique entre les producteurs et les marchés dans les corridors prioritaires.

Composante n°2 : Soutien à l'investissement privé L'objectif est de favoriser l'investissement privé dans l'agriculture commerciale et de stimuler le développement de chaînes de valeur. La composante financera, pour les investisseurs et exploitants potentiels sélectionnés compétitivement, des services de consultants nécessaires au développement de leurs affaires.

Composante n°3 : Etablissement d'un environnement propice à l'agriculture commerciale. Elle vise à renforcer : (i) les capacités des institutions clés pour faciliter les investissements privés et l'émergence de chaînes de valeur agricoles efficaces, (ii) la coordination le long des chaînes de valeur ciblées et (iii) la qualité et les systèmes de gestion sanitaire et phytosanitaire.

Composante n°4 : Intervention d'urgence Cette composante constitue un fonds d'urgence qui peut être débloqué en cas de catastrophes naturelles donnant lieu à une situation d'état d'urgence officiel, ou à une demande du Gouvernement. La composante financera les dépenses d'intervention rapide afin de répondre aux besoins d'urgence.

Composante n°5 : Coordination et gestion du projet La composante financera la création d'une Unité de Coordination et Exécution du Projet (UCEP) pleinement opérationnelle au sein du Ministère de l'Agriculture. Elle couvrira les coûts du personnel, de fonctionnement, de supervision et d'audit du projet. Elle financera également les activités de renforcement de capacités et une Assistance Technique à la mise en œuvre du projet. Le Projet est mis en œuvre par le Ministère de l'Agriculture à travers une Unité de Coordination et d'Exécution du Projet (UCEP) qui est mise en place. L'Unité de Coordination et d'Exécution du Projet (UCEP) est chargée de la gestion quotidienne de la mise en œuvre technique des activités, de la passation des marchés et la gestion financière, et du suivi et évaluation, y compris les aspects de décaissement au titre du Projet. L'UCEP est responsable de la coordination générale de la mise en œuvre du projet ; elle sera dotée de deux antennes régionales.

L'objectif général du projet est d'augmenter le nombre d'agriculteurs et de ménages ruraux ayant des emplois ou bénéficiant des chaînes de valeur de l'agriculture commerciale dans les zones de projet.

Les objectifs spécifiques du Projet sont entre autre :

- Améliorer la connectivité et la logistique entre les producteurs et les marchés dans les corridors prioritaires ;
- Favoriser l'investissement privé dans l'agriculture commerciale et stimuler le développement de chaînes de valeur ;
- Renforcer les capacités des institutions clés pour faciliter les investissements privés et l'émergence de chaînes de valeur agricoles efficaces ;
- Renforcer la coordination le long des chaînes de valeur ciblées ; et
- Renforcer la qualité et les systèmes de gestion sanitaire et phytosanitaire.

Les présents termes de référence sont élaborés pour le recrutement d'un consultant pour développer une plateforme web qui permet d'informatiser le système de suivi Évaluation du projet et de former les acteurs à son utilisation.

2. LES EFFETS ATTENDUS DU PROJET SONT:

- **Pour la composante 1**, amélioration de l'accès au marché dans des domaines ciblés ;
- **Pour la composante 2**, soutien à l'investissement privé ;
- **Pour la composante 3**, Environnement favorable à l'agriculture commerciale ;
- **Pour la composante 4**, Intervention d'urgence ; et
- **Pour la composante 5**, Gestion et coordination du projet.

Pour asseoir un système de suivi évaluation efficace et répondant aux normes de gestion du partenaire technique et financier prévues dans l'accord de financement, une partie du fonds a servi à une consultation pour l'élaboration du manuel de suivi évaluation et l'informatisation du système sur la base de ce manuel.

3. OBJECTIFS GENERAL ET SPÉCIFIQUES DE LA CONSULTATION

1. Objectifs global

L'objectif général de la consultation est la mise en place d'un système informatisé de suivi - évaluation y compris base des données et formation des acteurs de mise en œuvre du Projet afin d'aider au mieux à la prise de décisions en temps réel, aux différents niveaux d'intervention. Ce système devra permettre de déterminer régulièrement les tendances et de mesurer le niveau de réalisation des activités et d'évaluer les effets et les impacts induits par la mise en œuvre du Projet.

2. Les objectifs spécifiques sont:

- Concevoir une plateforme informatique flexible, accessible à distance et répondant aux besoins spécifiques du Projet ;
- Cette phase conceptuelle comprend entre autres l'analyse du système d'information (modélisation, niveaux fonctionnel et physique) et la programmation (implémentation des codes ;
- Développer des outils intégrés appropriés mettant en place des cadres communs de présentation de l'information ; et
- Assurer la formation des utilisateurs.

Plus spécifiquement, la mission consistera à : (i) concevoir et développer une application informatique pour la gestion des données et le partage des informations du système de suivi évaluation dans une plateforme accessible aux acteurs du système, (ii) procéder au déploiement

de l'application et à la formation des utilisateurs ; (iii) assurer le transfert de connaissances aux gestionnaires du système (RSE, etc.), (iv) Procéder à la formation des acteurs du système de suivi-évaluation ;

4. RESULTATS ATTENDUS

1. En termes de produits, il est attendu :

Un dispositif informatique sécurisé isolé et en ligne avec au minimum les modules suivants :

- Mise à jour des projets ;
- Financements/Projets ;
- PTBA/Chronogrammes (échancier) ;
- Etats (niveau d'exécution) ;
- Statistiques (de suivi-évaluation) ;
- Evaluation stratégique ;
- Rapports ;
- Outils de maintenance (module destiné à l'administrateur du dispositif) ;
- Paramétrage.

Le dispositif, conçu comme un outil collaboratif de travail, doit être non seulement un cadre de pérennisation de l'application, mais aussi favoriser l'implémentation des moteurs de recherches multicritères, l'exportation des tableaux vers Excel, Word et la production/diffusion de tableaux de bord de l'ensemble des résultats.

2. L'utilisation de ce dispositif devrait permettre par ailleurs les fonctions ci-après :

Une mise à jour dynamique, régulière et instantanée des données ;

- Un traitement automatique ;
- Un accès en temps réel aux données ;
- Une intégration d'autres variables ;
- Une gestion des profils et d'accès à l'information ;
- Une prise en compte des procédures de collecte et de validation de l'information ;
- Une détermination des profils des utilisateurs pour une meilleure gestion de l'accès à l'information.

3. Un manuel-guide d'utilisation et de maintenance du dispositif

Des rapports d'étapes et de mission sur l'ensemble des produits et des résultats.

- **Briefing au début de la mission** : Un briefing sera organisé au démarrage de la mission. Le consultant rencontrera le Coordonnateur de PDACG et son équipe.
- **Rapport provisoire** : Le dispositif et le manuel-guide provisoires à valider au cours d'un atelier seront remis à PDACG.
- **Rapport final** : Il sera remis au PDACG, le rapport final du travail réalisé incluant la méthodologie suivie, avec les différents produits en annexe conformément aux termes de référence.

5. METHODOLOGIE, ORGANISATION ET DUREE

Il est proposé d'adopter une approche participative reposant sur une large consultation et implication des principaux acteurs dans la mise en œuvre du PDACG. Un atelier de consolidation impliquant l'ensemble des acteurs clés sera de même organisé par le PDACG à l'effet d'échanger sur l'application et de porter les amendements éventuels.

L'ensemble de ce processus, placé sous la responsabilité d'un Comité de suivi qui sera mis en place à cet effet et animé par le Responsable Suivi et Evaluation du PDACG, sera mené de façon dynamique et itérative. Le Responsable Suivi et Evaluation du PDACG, en collaboration avec l'ensemble des acteurs clés, appuiera toutes les phases, notamment ce qui concerne l'expression claire des besoins spécifiques et à la mise à disposition des informations nécessaires au façonnage de l'application. Afin de se donner les meilleures chances de réussite en adéquation aux besoins, il est envisagé un appui du Responsable Suivi et Evaluation du PDACG lors de la première phase. En tout état de cause, une méthodologie détaillée sera proposée.

La durée de l'activité est de 40 jours de travail effectif prenant en compte l'organisation de l'atelier de consolidation.

6. EXPÉRIENCE ET COMPÉTENCES DU CONSULTANT

1. Compétences :

Professionalisme : Très bonnes compétences dans le développement des outils de suivi-évaluation automatisé ; très bonnes connaissances sur la problématique de suivi-évaluation dans le secteur rural en Afrique de l'Ouest.

Communication : Etre capable d'écrire de façon claire et concise.

Travail en équipe : Avoir un esprit et des capacités de travail en équipe ;
Le consultant doit être animé d'un esprit de neutralité et d'intégrité.

2. Formation académique :

- Titulaire d'au moins un Bac +5 minimum : en Méthode informatique appliquée à la gestion, statistiques, informatique ou tout autre diplôme équivalent.

3. Expériences:

- Disposer d'au moins cinq (5) en d'expérience en développement d'applications informatiques de gestion de bases de données relationnelles dans le cadre des projets et programme du secteur agricole ;
- Avoir réalisé au moins quatre (4) missions de mise en place d'un système informatisé de suivi – évaluation pour le compte des projets/programmes du secteur agricole financés par des Banques multilatérales de développement ;
- Avoir mis en place au moins trois systèmes informatisés de suivi évaluation et forme des utilisateurs pour le compte des projets finances par les PTF dont au moins une expérience dans les projets finances par la Banque Mondiale
- Avoir réaliser au moins trois (3) missions d'élaboration de manuels d'utilisation d'un système informatisé en suivi – évaluation des projets/programmes financés par des Banques multilatérales de développement.
- Avoir la maîtrise de la langue française

7. METHODE DE SELECTION

Le consultant sera recruté selon la méthode de sélection de Consultants Individuels conformément aux dispositions du Règlement de Passation des Marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI), Edition Septembre 2023.

8. DÉPÔT DES MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT:

8.1 Les manifestations d'intérêts devront être déposées au siège de la Unité de Coordination et d'Exécution du Projet de Développement de l'Agriculture Commerciale en Guinée (UCEP/PDACG) Immeuble Fella, 5ème étage, quartier Cameroun, Commune de Dixinn - Conakry ; République de Guinée ou transmises par courriel à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 26 octobre 2023 à [14H00]. Et porter expressément la mention de << Services Consultant pour le recrutement d'un consultant individuel pour la mise en place du système informatisé de suivi - évaluation y compris base des données et formation des acteurs de mise en œuvre du PDACG >>

8.2 À l'attention : Monsieur le Coordonnateur National du PDAG. Tél : : (+224) 626 96 18 96/ 628 89 66 80/ 625 62 26 02 Email : hamdideu2@gmail.com copie : smpdacg@gmail.com, candidature@magel.gov.gn et ibramstraore@gmail.com

NB : Les références doivent être accompagnées de certificats de services rendus délivrés par les bénéficiaires des prestations et indiquant la description du projet, l'étendue et la valeur du marché. En l'absence de ces documents, l'expérience déclarée ne sera pas considérable